



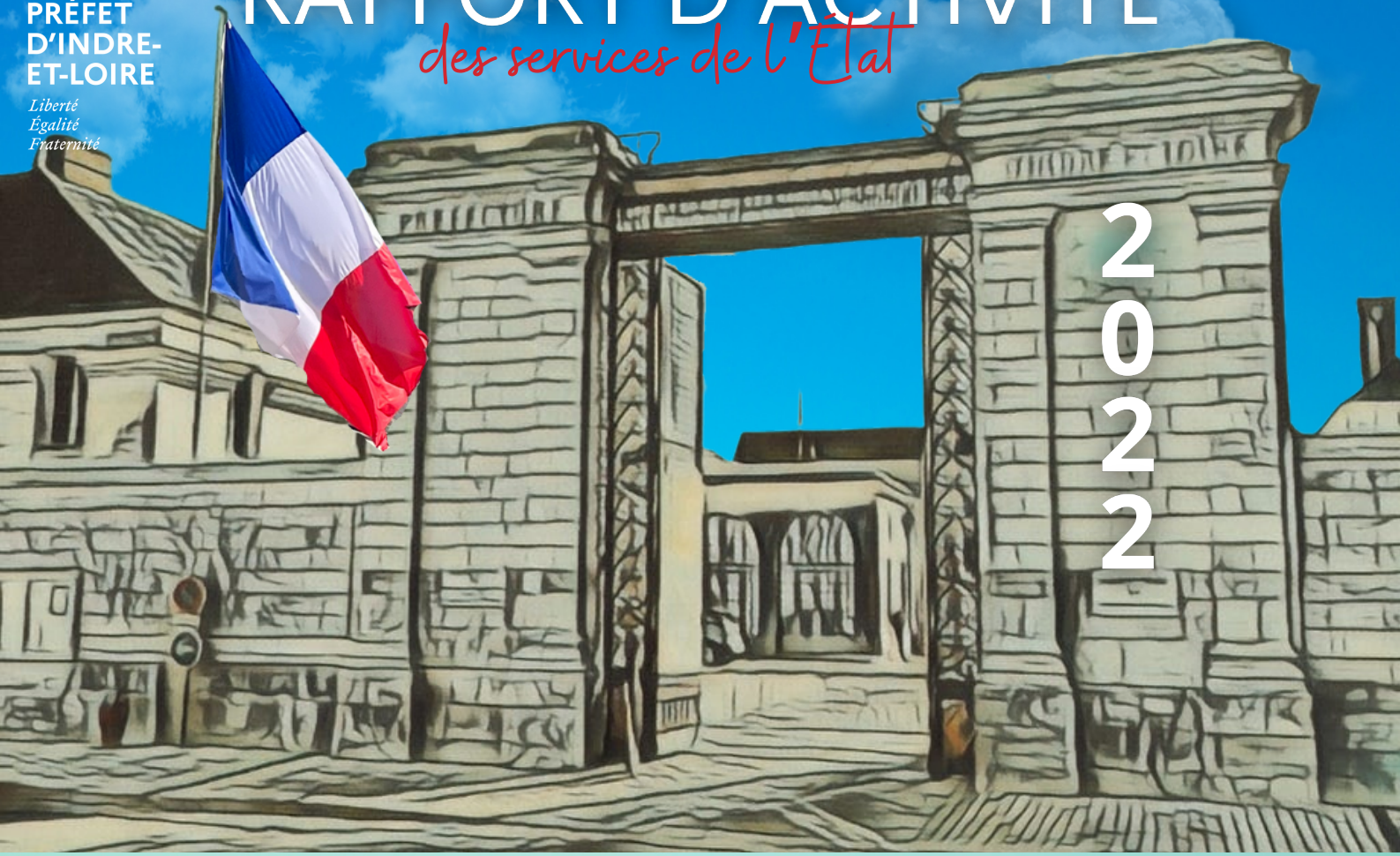
PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RAPPORT D'ACTIVITÉ

des services de l'État

2
0
2
2



ÉDITORIAL



Ce rapport vise avant tout à mettre en lumière l'investissement des agents de l'État qui travaillent au quotidien à servir nos concitoyens. Car c'est bien à l'État que revient le rôle de protéger, soutenir et accompagner les citoyens.

L'État qui protège, c'est l'État qui assure ses missions régaliennes en garantissant la sécurité des biens et des personnes ainsi que les droits et devoirs fondamentaux des citoyens.

L'État qui soutient, c'est l'État qui appuie financièrement et conseille les collectivités, les entreprises et associations dans leurs différents projets.

L'État qui accompagne, c'est l'État qui s'engage envers les plus vulnérables, développe les solidarités, innove pour répondre aux défis contemporains.

Ainsi, dans un esprit de concorde avec tous leurs partenaires, notamment les élus du territoire et les associations, les services de l'État auront à cœur de répondre au mieux aux attentes des citoyens tout en ayant le regard porté vers l'avenir.

Un État moderne et protecteur doit nous permettre de porter les talents et les initiatives qui ne demandent qu'à s'exprimer dans notre département.

Je tiens à saluer l'action de ma prédécesseuse Marie LAJUS, ainsi que la motivation des agents de l'État et leur travail. Ils resteront entièrement mobilisés, comme moi-même, pour l'Indre-et-Loire et ses habitants en cette année 2023.

Patrice LATRON
Préfet d'Indre-et-Loire

TABLE DES MATIERES

L'action de l'État en chiffres en 2022

Les faits marquants de 2022

L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

1. Garantir la sécurité du quotidien
2. Lutter contre toutes les formes de violences
3. Faire vivre la démocratie et les valeurs de la République

L'État qui soutient l'aménagement durable du territoire et la transition écologique

1. Protéger les milieux, prévenir les risques et gérer les crises
2. Soutenir le monde agricole
3. Accompagner la mutation du territoire et de la transition écologique

L'État qui accompagne la cohésion sociale, territoriale et économique

1. Soutenir le développement des territoires
2. Accompagner les plus fragiles et développer les solidarités

Annuaire des services de l'État

L'ACTION DE L'ÉTAT EN CHIFFRES EN 2022

800

places d'hébergement d'urgence mises à disposition des sans-abris et réfugiés tout au long de l'année, une hausse de 50% depuis 10 ans

27,5 M €

alloués à l'innovation dans les entreprises dans le cadre du plan de relance 2021-2022

2 600

personnes accompagnées par les 38 structures d'insertion par l'activité économique (chantiers d'insertion, entreprises d'insertion)

60

femmes victimes de violences relogées grâce au dispositif de logement prioritaire

15,2 M €

de soutien à l'investissement des collectivités, toutes enveloppes confondues

306

jeunes ayant participé au Service National Universel (+50 % par rapport à 2021)

1M €

débloqué en urgence pour 30 collectivités du département afin de lutter contre l'inflation dans le cadre du « filet de sécurité »

71,6 M €

reçus au titre de la Politique agricole commune européenne pour 2812 agriculteurs

3,6 M €

alloués à la politique de la ville à destination des douze Quartiers prioritaires de la ville (QPV) d'Indre-et-Loire

LES FAITS MARQUANTS DE 2022



Rencontre avec les services de secours fortement mobilisés durant la nuit de la Saint-Sylvestre afin de sécuriser les fêtes de fin d'année.

Janvier



Rencontre avec des femmes « Meilleur ouvrier de France » et des jeunes en apprentissage et compagnonnage dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes.

Mars



Inauguration du nouveau sentier pédagogique du Moulin Brouillon à Céré La Ronde, visant à créer un espace sportif et culturel en nature.

Mai

Février

Conférence de presse tenue en présence des services de Police et de Gendarmerie d'Indre-et-Loire pour dresser un bilan de l'accidentologie routière en 2021.



Avril

Intervention au journal télévisé de TV Val-de-Loire à propos de l'impact de la guerre en Ukraine sur les entreprises du département.



Juin

Constatation des dégâts causés aux terrains des agriculteurs par la grêle avec la préfète, en vue d'apporter des réponses adaptées.



LES FAITS MARQUANTS DE 2022



Hommage aux victimes des crimes racistes et antisémites perpétrés sous le régime de Vichy, en présence des autorités civiles et militaires.

Juillet



Inauguration du gymnase du lycée Beauregard à Chateau-Renault, auquel l'État a participé à hauteur de 9 M.€.

Septembre



Célébration de la Sainte Geneviève, à Amboise, avec les services de gendarmerie d'Indre-et-Loire.

Novembre

Août

Hommage aux anciens combattants, lors de la cérémonie de commémoration des combats de la libération de l'été 1944.



Octobre

Signature de trois conventions Expérimentation Territoriale contre le chômage de longue durée dans la commune de Bléré.



Décembre

Remise des diplômes de douze volontaires du Service National Universel.



L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

1. Garantir la sécurité du quotidien

L'État, à travers ses diverses composantes, garantit la sécurité de chacun. Par le biais d'une pluralité d'actions de sécurité civile, routière, sanitaire ou encore de protection du consommateur, l'État, en partenariat avec les collectivités, mène une politique active au plus proche des réalités du terrain.

GESTION DES FEUX D'ARTIFICES

Compte tenu de la canicule, plaçant cet été 2022 comme le deuxième plus chaud observé en France depuis 1900, les 264 déclarations de feux d'artifices ont fait l'objet d'une attention particulière. Certains spectacles ont été interdits, d'autres ont fait l'objet de demandes de dérogations instruites en préfecture.

Des groupes de travail se sont réunis à l'automne 2022 et ont défini les contours d'un **nouveau cadre plus simple et lisible applicable aux spectacles pyrotechniques de l'année 2023.**

BILAN DE LA DÉLINQUANCE

L'année 2022 est marquée par une hausse de la délinquance générale dans le département d'Indre-et-Loire, rattrapant ainsi le niveau constaté en 2019.

La hausse en zone gendarmerie (+15,4%) et en zone police (+14,5%) est comparable mais plus marquée qu'au niveau national (+9,3%). La part de violences intrafamiliales parmi les coups et blessures volontaires enregistrés est de 50 %.

En 2022, 7 homicides dont 2 féminicides ont été commis en Indre-et-Loire.

Crimes et délits enregistrés et activité des services de police et unité de gendarmerie	Janvier à décembre 2021	Janvier à Décembre 2022	Variation
Les atteintes volontaires à l'intégrité physique	5 306	6 103	+ 15,0 %
dont violences physiques crapuleuses	526	542	+ 3,0 %
dont violences physiques non crapuleuses	3 027	3 564	+ 17,7 %

L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

1. Garantir la sécurité du quotidien

Les plaintes pour violences sexuelles ont augmenté dans le département en 2022 de manière plus forte qu'au niveau national (+11 %).

Les services de l'État ont mis en place une **Maison de protection des familles de la gendarmerie** à Tours, spécialisée dans le traitement des violences intrafamiliales et sexuelles.

Les atteintes aux biens sont en légère hausse dans le département par rapport à l'année 2021, ce qui demeure bien en dessous de l'évolution nationale qui est de +11 %. Comme à l'échelle nationale, les vols avec arme sont en baisse (-12,9 %).

Violences sexuelles enregistrées en 2022	Janvier à Novembre 2021	Janvier à Novembre 2022	Variation
Infractions constatées	660	846	+ 28,2 %
dont viols sur des majeur(e)s	148	188	+ 27,0 %
dont viols sur des mineur(e)s	171	205	+ 19,9 %
dont harcèlement sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	110	175	+ 59,1 %
dont harcèlement sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	231	278	+ 20,4 %

Des **dispositifs de participation citoyenne** ont été mis en place dans **78 communes**. Ils visent à ce que les habitants d'un même quartier fassent remonter plus vite les signalements ou actes de délinquance.



Création d'un espace numérique d'accès aux services des forces de l'ordre.

L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

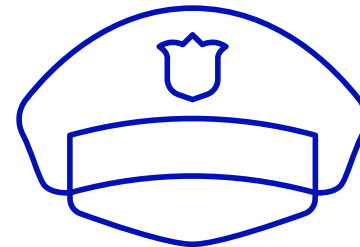
1. Garantir la sécurité du quotidien

Crimes et délits enregistrés et activité des services de police et unité de gendarmerie	Janvier à Décembre 2021	Janvier à Décembre 2022	Variation
Total des atteintes aux biens	15 845	16 447	+ 3,8 %
vols sans violence	13 495	13 702	+ 1,5 %
dont cambriolages	2 899	2 878	-0,7 %
vols avec violence	526	538	+ 2,3 %
destructions et dégradations	691	932	+ 21,0 %

Les destructions et dégradations connaissent une augmentation particulièrement forte entre 2021 et 2022 mais ont fait l'objet d'une réponse judiciaire adaptée avec l'interpellation de plusieurs auteurs d'incendies de véhicules à la fin de l'année 2022. Comme ceux des incendies ou tentatives d'incendies à Saint-Pierre-des-Corps et dans le quartier de la Vallée violette à Joué-lès-Tours.

Le déploiement de la vidéoprotection a été accéléré en Indre-et-Loire en 2022, avec près de 80 000 € issus du Fond interministériel de prévention de la délinquance.

Autre problématique de plus en plus prégnante, la hausse de la cyberdélinquance. En 2022, 1 427 faits de cybercriminalité ont été recensés et plusieurs attaques informatiques d'ampleur ont visé une collectivité locale et un établissement de santé privé. En conséquence, d'importantes campagnes de sensibilisation aux risques de cybersécurité auprès de 5 469 personnes et 190 entreprises ont été menées.



L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

1. Garantir la sécurité du quotidien

LA CRISE DES « CARBURANTS » D'OCTOBRE 2022

Le blocage des raffineries françaises a entraîné des perturbations dans le flux d'approvisionnement des points de distribution et parfois jusqu'à la pénurie. Une formule souple a été mise en place pour gérer la crise.



Aides mis à disposition par l'État pour l'accès aux carburants.

Ainsi, face aux difficultés d'approvisionnement de certains professionnels identifiés comme prioritaires (police, gendarmerie, pompiers, SAMU...), un dispositif amiable a été négocié avec certaines stations services en différents points du département pour réserver des créneaux ou des lignes de pompes aux services de secours et de santé.

L'OUVERTURE DU SYSTÈME D'INFORMATION SUR LES ARMES (SIA)

Le système d'information sur les armes (SIA) a été ouvert aux détenteurs d'armes début 2022. Les chasseurs ont été les premiers concernés. Le pôle « armes » de la préfecture a mis en place à compter du mois d'avril 2022 un accompagnement des chasseurs pour la création de leur compte. Par ailleurs, une opération nationale d'abandon d'armes a été organisée du 25 novembre au 2 décembre 2022 par le service central des armes du ministère de l'Intérieur.



Infographie présentant le bilan de l'opération d'abandon d'armes en feu en Indre-et-Loire de fin 2022.

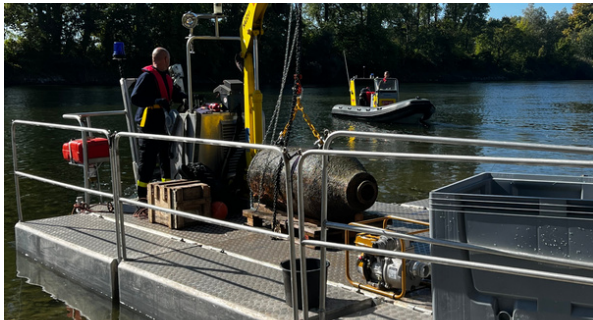
L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

1. Garantir la sécurité du quotidien

L'OPÉRATION DE DÉMINAGE DANS LA LOIRE À SAINT-CYR-SUR-LOIRE

Une bombe d'une tonne présente dans la Loire depuis la Seconde Guerre mondiale a fait l'objet d'une opération de déminage en septembre 2022. Cette opération de déminage a mobilisé :

- 10 démineurs de la Sécurité civile qui ont effectué le déminage sous l'eau ;
- Plusieurs embarcations et un poids-lourd ;
- L'évacuation temporaire des EPHAD, hôpitaux et de 935 habitants dans un rayon de 400m ;
- 90 agents de la police nationale, municipale et de gendarmerie.



Opération de déminage à Saint-Cyr-sur-Loire.

BILAN DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

L'année 2022 connaît une légère hausse de la mortalité routière avec 36 tués (contre 32 en 2021). Parmi eux, cinq piétons, sept conducteurs de deux-roues motorisés et un cycliste sont décédés.

Les causes de ces décès sont principalement liées à l'alcool, la vitesse et les malaises. Sept accidents mortels ont pour cause un non-respect du Code de la route.

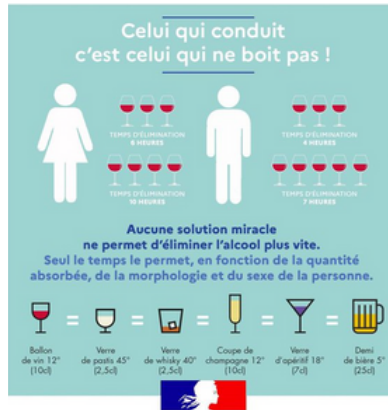
Un plan d'action de 65 000 € a été mis en place pour financer la sensibilisation des publics aux dangers de la route, au travers d'interventions dans les établissements scolaires ou lors de festivals. Aussi, le durcissement des mesures de suspension administrative du permis de conduire entre 0,4 et 0,9mg/L d'air expiré est prévu pour 2023.

Infractions	Vitesse	Alcoolémie	Routier	Stupéfiants	Total général
Total	8 448	1 072	3 267	671	13 458

Tableau récapitulatif des infractions recensées par les services de police et de gendarmerie.

L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

1. Garantir la sécurité du quotidien



Les contrôles, les instructions de dossier et les sanctions, ce sont pour 2022 en Indre-et-Loire :

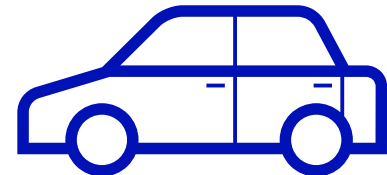
- Près de 200 000 infractions d'excès de vitesse via le parc de radars automatiques ;
- 2 576 mesures de suspension de permis de conduire ;
- Environ 4 000 dossiers examinés par la commission médicale après suspension, invalidation ou annulation du permis ;
- Plus de 500 instructions pour les professions réglementées (délivrance d'attestation médicale, différents agréments, délivrance de carte professionnelles taxi et VTC).

L'AGRÈMENT ET LA SURVEILLANCE DES CENTRES DE CONTRÔLE TECHNIQUE DES VÉHICULES

L'agrément préfectoral et la surveillance des contrôleurs et des centres de contrôle technique des véhicules répondent à un objectif de sécurité routière et de lutte contre la pollution atmosphérique.

En 2022, 56 décisions de création ou de modification d'agrément ont été prises pour des centres ou contrôleurs, portant à 80 le nombre d'installations et 134 le nombre de contrôleurs dans le département.

47 opérations d'inspection de contrôleurs et 14 de centres ont été menées.



L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

1. Garantir la sécurité du quotidien

LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE GESTION DE CRISE POUR LES SERVICES D'ACCUEIL DES URGENCES

La hausse des demandes de soins non programmées, ainsi que la fermeture de services d'accueil des urgences due à des difficultés de ressources humaines et de lits, a engendré une situation dégradée sur l'ensemble des services d'accueil des urgences notamment en fin d'année 2022 lorsque les épidémies de COVID, bronchiolite et grippe sévissaient.

L'Agence Régionale de Santé (ARS) a mis en place différentes solutions pour répondre à la situation :

- Le renforcement des Assistants de régulation médicale en fonction des besoins ;
- L'hospitalisation directe des personnes âgées sans passer par le service des urgences, la majoration des forfaits de rémunération de la régulation ;
- Une communication rappelant à la population d'appeler le 15 avant tout déplacement dans un service d'urgence ;
- Le service de la garde ambulancière a été révisé en 2022 et a instauré une **garde ambulancière en journée** ;
- L'expérimentation du **Service d'Accès aux Soins (SAS)** visant à apporter une réponse aux demandes de soins non programmées dans un délai satisfaisant. En moyenne, en 2022, le SAS a permis de répondre à 1250 appels par mois, donnant lieu à 10% de rendez-vous médicaux.



Campagne nationale de sensibilisation et de prévention aux maladies hivernales.



En parallèle de ces dispositifs, l'ARS poursuit la mise en place des Contrats Locaux de Santé (CLS). **2 CLS ont été signés en 2022**, portant à 5 leur nombre dans le département. Un **6^e est en cours d'élaboration pour 2023** et la métropole de Tours a décidé de s'engager sur un CLS.

L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

1. Garantir la sécurité du quotidien

LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19 MAÎTRISÉE

L'année 2022 a été marquée par l'émergence du variant Omicron et de ses sous-lignages. Au total sur l'année 2022, 258 325 personnes ont été testées positives à la COVID-19 en Indre-et-Loire, un chiffre en très forte hausse par rapport à l'année précédente (51 575 cas en 2021 soit + 500 %).

En 2022, 2 071 personnes ont été hospitalisées à cause du COVID-19 en Indre-et-Loire et 283 patients ont été admis en réanimation (- 40 % par rapport à 2021). Sur l'année, 497 732 personnes se sont fait vacciner contre la COVID-19 avec un schéma vaccinal complet en Indre-et-Loire, soit une couverture vaccinale de 81,1 % de la population départementale.



Campagne nationale de prévention contre la Covid-19.

MAÎTRISER LES RISQUES POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS

Des contrôles de denrées alimentaires qui peuvent présenter un danger pour les consommateurs (bactéries pathogènes, corps étrangers...) ont été effectués afin de vérifier que les professionnels ont pris les mesures correctrices nécessaires (retrait des produits et information des clients).

En 2022, deux alertes d'ampleur nationale ont été tout particulièrement médiatisées :

- L'alerte sur les pizzas Fraîch'Up de Buitoni, ayant causé le décès de deux enfants : **150 commerces du département ont été contrôlés**, parmi lesquels huit étaient en anomalie ;
- L'alerte sur certains chocolats Kinder : sur les **158 magasins contrôlés**, 28 présentaient des anomalies.

Des pizzas contaminées en rayon



Les contrôles ont permis de retrouver des pizzas dans huit magasins du département.

A lors qu'une petite fille de 6 ans est tombée gravement malade après avoir consommé une pizza surgelée Buitoni, contaminée par des bactéries *Escherichia coli* (lire notre édition d'hier), les agents de la Direction départementale de la protection des populations (DDPP) d'Indre-et-Loire ont réalisé 150 visites de commerces pour vérifier les mesures de retrait rappel des pizzas surgelées de la gamme Fraîch'Up de la marque Bui-

toni. « Huit établissements étaient en anomalies pour non-retrait des produits de la vente ou absence d'affichage de l'étiquette de retrait rappel, indique la préfecture. À ce jour, la vigilance reste de mise et nos agents continuent de vérifier le retrait rappel de ces pizzas, des rayons, à l'occasion de leurs contrôles. » La fillette tourangelle, qui avait consommé une part de cette pizza, a été placée dans le coma.

Alerte Buitoni :
article paru dans
la Nouvelle
République du
1er avril 2022.

L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

1. Garantir la sécurité du quotidien

RAPPEL DE PRODUIT

ASSORTIMENTS DE DIFFÉRENTS PRODUITS KINDER KINDER

Alimentation / Produits sucrés
Assortiments de différents produits Kinder
Marque : **KINDER**
Modèle ou référence : **Voiture 125gr**

• Lot Tous les lots

Conditionnements : Voiture de 125gr
Température de conservation : **Produit à conserver à température ambiante**
Zone géographique de vente : France entière
Distributeurs : TOUS CIRCUITS (GMS, HARD DISCOUNT, CIRCUIT COURT)



Publication du : 11/04/2022

Alerte Kinder : *fi*che de rappel publiée en avril sur le site *Rappel Conso*.

En outre, dans le cadre de contrôles d'hygiène alimentaire, 39 établissements ont révélé de graves défauts (nettoyage insuffisant des locaux ou du matériel, présence de rongeurs ou d'insectes, chaîne du chaud ou du froid non respectée...) conduisant à des **mesures administratives de suspension d'activité voire de fermeture**.

Une surveillance active du secteur de la consommation en Indre-et-Loire a permis d'identifier des anomalies pour 35 % des acteurs ciblés (principalement des défauts d'étiquetage). Des **mesures pédagogiques, correctives voire répressives** ont été prises.

AGIR POUR LA PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT DES CONSOMMATEURS

Des anomalies comme des pratiques commerciales agressives, des sollicitations téléphoniques interdites ou l'emploi non justifié de labels ont été relevées et sanctionnées par les agents de la DDPP.

Parmi les actions emblématiques, une pratique récurrente de dissimulation des historiques des véhicules accidentés a été détectée chez un professionnel de la vente de véhicules d'occasion. L'enseigne s'est vue imposée la publication d'un communiqué relatant sa pratique déloyale sur son lieu de vente, son site internet, ses réseaux sociaux et dans la Nouvelle République.

- Contribuer à la conception des politiques de concurrence et de consommation
- Informier et accompagner les entreprises et les consommateurs
- Réaliser des enquêtes
- Donner des suites aux constatations réalisées : pédagogiques, correctives ou répressives

Missions de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

2. Lutter contre toutes les formes de violences

L'ambition toujours plus forte des services de l'État est de prévenir et faire face à la violence sous toutes ses formes, au sein du cadre conjugal comme des salles de classe. L'État porte également son attention sur les actes de maltraitance animale.

LA LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE ANIMALE

Afin de garantir la protection des animaux détenus aussi bien par des professionnels que par des particuliers (animaux de production, de compagnie et exotiques), ont été mises en œuvre des **poursuites administratives ou judiciaires dans le cadre de 14 dossiers suite à des contrôles.**

Sur l'année, **deux jugements ont été rendus et ont permis de condamner les mis en cause** (amendes et peines de prison avec sursis).

En complément, la DDPP accompagne les associations qui œuvrent pour la protection des animaux avec au total, un peu plus de **260 000 € attribués via le plan de relance.**



Infographie tirée d'une campagne nationale de sensibilisation et de prévention à l'abandon des animaux domestiques.

LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES ET LE HARCÈLEMENT SCOLAIRE

La DSDEN d'Indre-et-Loire a élaboré une convention partenariale avec l'Éducation nationale, le parquet, la préfecture, la police et la gendarmerie afin de gérer plus efficacement les situations de crise.

La politique de prévention et de lutte contre les violences a recensé, grâce à l'application « Faits établissements », 175 incidents durant le premier trimestre 2022-2023. Des mesures, du simple rappel à l'ordre aux sanctions disciplinaires, ont été prises.

Le plan de formation « pHARe » a permis d'identifier et de former des agents du système scolaire pour prendre en charge des situations de harcèlement au plus près des besoins du terrain, à travers des ateliers de sensibilisation et d'évènements comme la "Journée nationale de lutte contre le harcèlement à l'école".

L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

2. Lutter contre toutes les formes de violences

FOCUS : LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

La lutte contre les violences faites aux femmes est devenue une priorité pour les pouvoirs publics.

Une coordination renforcée des acteurs de la prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes

Le **comité local d'aide aux victimes**, visant à mettre en place un meilleur suivi des victimes, notamment de violences conjugales, s'est réuni sous la présidence de la préfète et du procureur de la République en octobre 2022, afin de présenter les nouveaux dispositifs. Au total, ce comité a **réuni 32 partenaires et 69 acteurs du territoire**.

Un déploiement de la mise à l'abri et du relogement des femmes victimes

En 2022, les services de l'État ont ouvert **cinq nouvelles places d'hébergement d'urgence pour un total de 35 places** dans le département, tandis que le **protocole de relogement prioritaire** a permis de **reloger 60 femmes victimes de violences**. 27 684 nuitées d'urgence ont par ailleurs été financées.

Une augmentation des permanences d'accueil des femmes victimes de violences

Le nombre de permanences d'accueil, d'écoute et d'orientation juridiques ou psychologiques destinées aux femmes victimes de violences est en augmentation, notamment en milieu rural. Une hausse des financements a permis l'ouverture d'une nouvelle permanence du CIDFF à la Maison des Femmes du CHRU et début 2023 sur la commune de Bléré, portant à 44 le nombre de permanences financées par l'État sur le territoire et portées par les associations CIDFF et France Victimes 37.

L'accueil de jour « Interm'aide » pour les femmes victimes de violences géré par le Secours Catholique et financé par l'État a permis **l'accueil de 114 femmes victimes de violences** en 2022.



Réunion du Comité local d'aide aux victimes du 11 octobre 2022, en vue de présenter les nouveaux dispositifs de prévention et de répression des violences faites aux femmes.

L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

3. Faire vivre la démocratie et les valeurs de la République

L'État s'emploie au travers de l'organisation des élections, de l'accueil des étrangers, du soutien des associations ou encore de la mise en œuvre des politiques mémorielles à faire vivre la démocratie et les valeurs de la République.

ÉLECTIONS ET DÉMOCRATIE



L'année 2022 a été ponctuée par l'organisation d'élections municipales partielles sur le département (Monthodon, Vou, Saint Nicolas des Mottets, Continvoir et Maillé) et les élections présidentielle et législative.

La gestion des procurations a été réformée à compter du 1^{er} janvier 2022 :

L'enregistrement et le contrôle des procurations dématérialisées se font automatiquement dans le Répertoire électoral unique. Cette réforme s'est traduite en outre par la mise en service d'une nouvelle version de la télé-procédure « [Maprocuration](#) ».

Enfin, les services de l'État ont organisé le renouvellement d'une partie des membres du tribunal de commerce.

ACCUEIL DES ÉTRANGERS ET INTÉGRATION RÉPUBLICAINE

Les procédures d'acquisition de la nationalité française enregistrent une forte progression ces dernières années passant de 4 000 dossiers déposés fin 2020 à 6 508 fin 2022 pour la plateforme régionale de naturalisation d'Indre-et-Loire qui œuvre au profit de tous les départements du Centre-Val de Loire.

1 756 personnes ont acquis la nationalité française en 2022.

Parmi ces postulants, 30 % représentaient des professions médicales, 20 % des ouvriers qualifiés actifs (agents d'entretien, éboueurs, postiers, routiers et livreurs notamment). Ces nouveaux nationaux viennent essentiellement d'Afrique du Nord, et d'Italie.



Cérémonie d'accueil des nouveaux acquéreurs de la nationalité française.

L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

3. Faire vivre la démocratie et les valeurs de la République

L'administration numérique pour les étrangers en France (ANEF) poursuit son déploiement en vue de dématérialiser avec plus d'efficacité les démarches concernant le séjour des étrangers en France.

En 2023, les dernières étapes du déploiement de l'ANEF devront se poursuivre avec le volet « vie privée et familiale », qui constitue la majorité des titres de séjour.

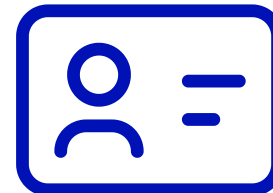


Campagne nationale d'information sur la plateforme numérique de l'ANEF.

En 2022 les bénéficiaires d'une protection internationale, les citoyens de l'Union Européenne ainsi que les membres de leur famille, les demandes de changement d'adresse et de duplicatas ont intégré ce processus.

Tableau récapitulatif des procédures d'éloignement engagées par les services de l'État en Indre-et-Loire.

	2021	2022	Evolution
Eloignement			
OQTF séjour/interpellations	639	517	-19,10 %
Procédures	422	357	-15,40 %
Reconduites	39	39	0,00 %



L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

3. Faire vivre la démocratie et les valeurs de la République

L'APPUI À LA VIE ASSOCIATIVE

Comme en 2021, l'année 2022 a été marquée par une vie associative soutenue avec 2 929 demandes de création ou de modification d'associations loi 1901 (+ 32 % par rapport à 2021).

Au total, **plus de 9 M € ont bénéficié directement ou indirectement aux associations** avec par exemple :

- Le label « Guid asso » est passé de 7 à 36 points de rencontre avec 79 200 € qui sont venus financer les animateurs de ce réseau ;
 - Le Fond pour le développement à la vie associative (FDVA) a contribué à 142 projets associatifs et 29 sessions de formation à hauteur de 358 068 € ;
 - 59 emplois dans le champ sport et 37 dans le champ jeunesse soutenus pour un montant 266 400 € ;
 - Plus de 5 M € ont permis de financer le Service Civique et le Service National Universel de 1 000 volontaires ;
- L'agence national du sport a permis le financement de 145 clubs sportifs à hauteur de 626 256 € ;
 - L'aide à la licence sportive pour 11 500 jeunes, a permis à 145 clubs de retrouver un bon niveau d'adhésion en 2022 (575 000 €) ;
 - 19 équipements sportifs ont été financés par l'État à hauteur de 1,7 M € ;
 - 407 places en colonies de vacances ont été financées pour 134 559 €.



Forum d'information autour du service civique à Tours.

L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

3. Faire vivre la démocratie et les valeurs de la République

FAIRE VIVRE LA MÉMOIRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRES

L'Office national des combattants et des victimes de guerre (OnaCVG), met en œuvre la politique mémorielle de l'État. Il mène au titre de ses missions des actions commémoratives ainsi que des actions pédagogiques auprès des jeunes générations et du grand public.

L'année 2022 est marquée par le 80^e anniversaire de la Seconde guerre mondiale et le 60^e anniversaire de la fin de la Guerre d'Algérie. Dans ce cadre-ci, le service de l'ONaCVG d'Indre-et-Loire :

- A organisé une [exposition sur la Bataille de Bir Hakeim](#) ;
- A participé aux [expositions "Les Tourangeaux et la ligne de démarcation de juillet 1940 à mars 1943"](#), ainsi qu'à [l'exposition sur la libération des camps et le retour des déportés](#), organisées par les associations de mémoire de la Seconde Guerre mondiale ;



Cérémonie d'hommage aux harkis morts pour la France au cimetière d'Amboise.

- A organisé et financé la remise des prix du [Concours national de la Résistance et de la déportation \(CNRD\)](#). En Indre-et-Loire, ce sont 298 élèves qui ont travaillé sur une thématique commune pendant l'année 2021-2022. 82 collégiens et lycéens d'Indre-et-Loire ont été récompensés ;
- A participé au [jury régional du concours de Bande dessinée « Bulles de mémoire »](#) ;
- A organisé la [cérémonie d'hommage national aux combattants de la Guerre d'Algérie](#), devant le Mémorial des combattants tombés en Afrique du Nord (inauguré en 2014).

L'État qui protège les citoyens et garantit les droits fondamentaux

3. Faire vivre la démocratie et les valeurs de la République

FOCUS : SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

Le Service National Universel (SNU) est un dispositif d'engagement, qui s'adresse à tous les jeunes français, de 15 à 17 ans, sur la base du volontariat. L'objectif est de leur permettre de vivre une expérience de cohésion, et de découvrir toutes les formes d'engagement de façon concrète par le biais d'un séjour de cohésion et d'une mission d'intérêt général.



Le déploiement initié en 2020 monte en puissance avec 306 jeunes volontaires en 2022 contre 150 en 2021 et 55 la première année.

Ils réalisent actuellement, à proximité de chez eux, leur mission d'intérêt général dans le secteur associatif, les corps en uniforme et les collectivités territoriales. Par ailleurs, [l'Indre-et-Loire a accueilli des volontaires d'autres départements sur trois séjours de cohésion.](#)



Atelier ramassage des déchets organisé dans le cadre du SNU, dans l'espace naturel de l'île de la Métairie.

L'État qui soutient l'aménagement durable du territoire et la transition écologique

1. Protéger les milieux, prévenir les risques et gérer les crises

L'État se mobilise fortement à travers différentes politiques pour promouvoir l'aménagement durable du territoire et la transition écologique. L'État a mené la lutte contre les incendies, les crues et l'influenza aviaire mais a aussi renforcé la protection des aires protégées. Aussi il s'est engagé dans la lutte contre la sécheresse exceptionnelle de l'été.

STRATÉGIE DES AIRES PROTÉGÉES ET PROTECTION DES SITES CLASSÉS

La stratégie nationale pour les aires protégées vise à définir une liste de sites de grande richesse écologique à protéger par voie foncière et/ou réglementaire à l'échéance de 10 ans, avec l'appui des acteurs concernés et après concertation.

En Indre-et-Loire, 8 sites ont été retenus en 1^{ère} vague.



Site du « théâtre de la guerre picrocholine », paysage inscrit au patrimoine mondial de l'humanité.

Les services de l'État ont poursuivi leur travail de mise en œuvre des outils de protection des paysages remarquables d'Indre-et-Loire. Le site du « théâtre de la guerre picrocholine », inscrit au patrimoine mondial de l'humanité, sera prochainement le premier classé sur le critère artistique à travers l'œuvre de François Rabelais.

INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

214 visites d'inspection ont été réalisées par l'Unité interdépartementale (UiD) de la DREAL 37-41 en 2022 dans le département (209 en 2021).

Ces visites d'inspection ont donné lieu à 22 arrêtés préfectoraux de mise en demeure ; trois arrêtés de consignation de sommes ; un arrêté d'amende administrative.

Tous les établissements SEVESO seuil haut du département ont fait l'objet d'au moins un contrôle terrain en 2022 (neuf sites).

Quatre exercices cadres de sécurité civile ont été organisés par les services de l'État pour tester le Plan d'opération interne (POI) et Plan particulier d'intervention (PPI) des établissements SEVESO seuil haut.

Plusieurs actions ont été menées pour lutter contre les activités illégales, principalement dans le secteur du déchet et du véhicule hors d'usage (VHU).

L'État qui soutient l'aménagement durable du territoire et la transition écologique

1. Protéger les milieux, prévenir les risques et gérer les crises

ÉQUILIBRE AGRO-SYLVO-CYNÉGÉTIQUE

La priorité identifiée est la recherche d'un équilibre agro-sylvo-cynégétique, perturbé par la forte augmentation de la population de sangliers. En effet l'indemnisation des dégâts agricoles dus aux sangliers a augmenté de 40 % par rapport à 2021 et les accidents de la circulation et atteintes aux biens dans les propriétés privées continuent à se multiplier.



Irruption de sangliers dans un quartier résidentiel.

Le plan d'action 2022 de la Direction Départementale des Territoires (DDT) a eu pour objectif de :

- Reconduire l'interdiction totale de toute forme d'agrainage et de nourrissage pour la période de janvier et février 2023 ;
- Répertorier les territoires problématiques ;
- Organiser des battues administratives.



PRÉVISION DES CRUES

Après un hiver 2021-2022 et un printemps particulièrement sec, le débit des cours d'eau est resté faible. Des travaux ont été réalisés par la DREAL Centre-Val de Loire sur plusieurs points du réseau hydrométrique :

- Sécurisation de la mesure en très basses eaux, à Langeais ;
- Sécurisation de la transmission des données issues des stations hydrométriques ;
- Création d'une station hydrométrique sur l'Amasse ou l'installation d'un pluviomètre sur le bassin versant de l'Echandon (dans le Lochois).

L'État qui soutient l'aménagement durable du territoire et la transition écologique

1. Protéger les milieux, prévenir les risques et gérer les crises

ACCOMPAGNER LES ÉLEVEURS DANS LA LUTTE CONTRE L'INFLUENZA AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE (IAHP)

L'influenza aviaire hautement pathogène est une maladie virale qui peut toucher toutes les espèces d'oiseaux. La DDPP encadre :

- La prévention et à la surveillance de cette maladie ;
- L'assainissement des foyers et l'organisation des mesures de limitation de la propagation ;
- L'accompagnement des détenteurs d'animaux abattus dans leurs demandes d'indemnisation.

En 2022, sept foyers ont été détectés. Plus de 42 000 oiseaux ont été abattus et plus de 120 visites réalisées par des vétérinaires sanitaires.



Décontamination du matériel des agriculteurs réalisées par les services vétérinaires dans le cadre de la lutte contre l'influenza aviaire.

LUTTE CONTRE LES INCENDIES

Faisant suite à plusieurs années d'études et de travail innovants, plusieurs actions ont été conduites pour la défense des forêts contre les incendies :

- Consolidation de la rédaction du plan départemental de protection des forêts contre les incendies (PDPFCI) ;
- Présentation du Plan de massif de Bourgueil (touchant 37 communes sur 40 000 ha) ;
- Arrêté instaurant les Obligations légales de débroussaillage (OLD) dans les massifs forestiers à risque d'incendie ;
- Consultation des communes en vue de la révision du classement des massifs exposés au risque feux de forêt ;
- Dérogations brûlages : 60 demandes, participation aux contrôles interservices de l'arrêté brûlage ;
- Contrôles des zones forestières à l'aide de drones.



Les prescriptions et interdictions mises en place lors des périodes à risque élevé d'incendie ont permis de réduire les démarrages de feu et empêcher l'occurrence de graves incendies.

L'État qui soutient l'aménagement durable du territoire et la transition écologique

1. Protéger les milieux, prévenir les risques et gérer les crises

FOCUS : GESTION DE LA SÉCHERESSE

L'arrêté cadre du 1^{er} avril 2022 a pour objet d'anticiper les mesures de gestion de l'eau, afin de préserver la ressource sur les bassins versants du département d'Indre-et-Loire, en :

- Délimitant les zones d'alerte correspondant aux bassins versants dans lesquels sont susceptibles de s'appliquer des mesures de restriction temporaire des usages de l'eau ;
- Fixant pour chaque zone d'alerte, les seuils de référence progressifs (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise) en dessous desquels des mesures de restriction temporaire des usages de l'eau s'appliquent ;
- Précisant les mesures de restriction temporaire applicables aux différents usages de l'eau dès franchissement des seuils de référence ;
- Prenant toute mesure en faveur de la protection des milieux et de la ressource.

À l'appui de cet arrêté cadre et face à la sécheresse exceptionnelle de l'année, 15 arrêtés préfectoraux de restriction des usages de l'eau en Indre-et-Loire ont été pris entre le 5 mai et le 20 octobre.

Le retour d'expérience a démontré que la concertation des usagers et la communication au grand public étaient essentielles pour la bonne application des mesures. Cette sécheresse a également mis en évidence la nécessité de travailler à une harmonisation à l'échelle régionale des seuils de gestion, des mesures de restriction des usages de l'eau et de la gestion des dérogations en situation de crise.

SÉCHERESSE
ÉCONOMISONS L'EAU

INDUSTRIE

- Recycler certaines eaux de nettoyage
- Mettre en place des **circuits fermés**

AGRICULTURE

- Mettre en place des **tours d'eau pour l'irrigation**
 - Utiliser un matériel d'irrigation **hydro-économe**
- Opter pour des cultures **moins exigeantes en eau**

AYONS LES BONS RÉFLEXES

Campagne nationale de prévention de la sécheresse.

L'État qui soutient l'aménagement durable du territoire et la transition écologique

2. Soutenir le monde agricole

Les services de l'État s'impliquent pour soutenir les agriculteurs face aux aléas naturels exceptionnels ainsi qu'en les accompagnant dans la transformation de leurs activités, notamment via la Politique Agricole Commune, financée par l'Union Européenne.

AIDES SUITE AUX INTEMPÉRIES

À la suite de l'épisode de gel d'ampleur nationale du printemps 2021, 170 viticulteurs ou arboriculteurs ont été indemnisés en 2022 pour plus de 4 M € dans le cadre d'une procédure de reconnaissance de calamité agricole aménagée.

De même, les épisodes de gel et de grêle ayant touché le département en 2022 ont donné lieu à des dispositifs d'aide de trésorerie d'urgence pour 120 bénéficiaires équivalent à 592 500 €.



Table ronde sur le thème de la résilience alimentaire organisée par la Chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire, en présence du ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire Marc FESNEAU.

LA GESTION DES AIDES DE LA PAC



Visite d'un élevage bovin en présence de la préfète.

La DDT a accompagné les agriculteurs dans leurs demandes des aides de la Politique agricole commune (PAC) par télé-déclaration, en recevant 300 exploitants et répondant à 1 500 appels téléphoniques.

71,6 M € ont été versés au titre de la PAC 2022 à ce jour à 2 812 agriculteurs qui ont déclaré un total de 321 370 ha.

L'État qui soutient l'aménagement durable du territoire et la transition écologique

3. Accompagner la mutation du territoire et la transition écologique

L'État accorde une importance toute particulière à l'aménagement durable du territoire. Dans cette optique il promeut de nouveaux dispositifs de mobilité douce, de sobriété foncière, de réaménagement des infrastructures de prévention des inondations et des friches abandonnées mais accompagne aussi les projets d'écoquartiers.

NOUVELLE LABELLISATION « ÉCOQUARTIER »



Réaménagement de certains quartiers de Tours, basé sur un plan d'urbanisation durable.

La démarche écoquartier vise à introduire des notions absentes dans les projets de renouvellement urbains comme la mixité fonctionnelle, la mobilité douce ou la qualité des espaces publics.

La labellisation se poursuivra et sera renforcée en 2023.

Il ne sera envisagé la labellisation des projets d'extension urbaine qu'après avoir étudié les possibilités de densification/renouvellement urbain dans les limites des zones déjà urbanisées. En zone détendue, il faudra en outre, justifier d'une dynamique démographique forte.

FONDS FRICHES

Dans le cadre du plan de relance, une 3ème édition du fonds friche a été proposée en 2022 pour financer des opérations de recyclage des friches et la transformation de foncier déjà artificialisé, un enjeu majeur d'aménagement durable du territoire.

- 4 projets portés par Val Touraine Habitat ont bénéficié de subventions en 2022 pour un montant total de 705 000 €.
- Un complément de subvention de 157 230 € aux 400 000 € versés en 2021 a également été proposé sur le projet de l'ancienne Usine de POLITOLINOX à Azay-sur-Cher suite à la découverte d'une pollution.



Inauguration du nouveau reliai-vrac Primagaz, construit sur une ancienne friche industrielle, en présence du sous-préfet à la relance et des élus locaux.

L'État qui soutient l'aménagement durable du territoire et la transition écologique

3. Accompagner la mutation du territoire et la transition écologique

RÉVISION DU PPRI DU VAL DE CISSE

Le Plan de prévention du risque inondation (PPRI) réglemente l'urbanisation dans les zones soumises aux risques d'inondation. Il s'impose aux documents d'urbanisme et aux diverses autorisations d'occupation du sol, avec pour objectif de réduire la vulnérabilité du territoire face au risque d'inondation.

La **révision du PPRI du Val de Cisse**, qui devrait être approuvée au premier semestre 2023 pour les onze communes concernées, **visé à protéger 9 600 personnes et plus de 800 entreprises d'un risque d'inondation** en particulier en cas de rupture des digues situées de part et d'autre de la Loire.



Aperçu de la Loire.

PROJETS D'AMÉNAGEMENT DES DIGUES - PRÉVENTION DES RISQUES

L'État gère, pour le compte des six EPCI ligériens, dix systèmes d'endiguement d'un linéaire total de 160 km et ce jusqu'au 27 janvier 2024. Outre l'entretien courant, d'importants travaux ont été réalisés :

- Poursuite de la dé-végétalisation (240 000 €) ;
- Réparation du revêtement de plusieurs digues d'une surface de 4 200 m² (496 000 €) ;
- Remise en état de bouchures à Amboise (113 000 €).

En parallèle de ces travaux, l'année 2022 fut également consacrée à la préparation de travaux de renforcement de digues. **La réalisation des travaux se concrétisera en 2023 pour un montant de 11 M €.**

L'État qui soutient l'aménagement durable du territoire et la transition écologique

3. Accompagner la mutation du territoire et la transition écologique

Les services de la DREAL ont également mené en 2022 :

- Une inspection de deux systèmes d'endiguement (Val de Tours et Val de Tours Saint Avertin) ;
- Une instruction de trois dossiers de régularisation de digues en système d'endiguement (Husseau, Chargé et Marmoutier) ;
- Une instruction du dossier de travaux de fiabilisation des digues de Tours Aval Sud.



Digues le long de la Loire.

LA SOBRIÉTÉ FONCIÈRE

La loi de 2021, portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, fixe l'ambition de réduire le rythme d'artificialisation des sols au niveau national.



Sur le terrain, la DDT accompagne les collectivités par :

- La connaissance de la réglementation et la sensibilisation des élus à la sobriété foncière ;
- L'animation des réseaux professionnels et des groupes de travail associant les collectivités et l'agence d'urbanisme et des ateliers des territoires « sols vivants » ;
- L'animation des différentes commissions (Commission départementale d'aménagement commercial, commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers et Dotation générale de décentralisation) ;
- La contribution aux travaux de la conférence des Schémas de cohérence territoriale (SCOT) et à la modification du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

L'État qui soutient l'aménagement durable du territoire et la transition écologique

3. Accompagner la mutation du territoire et la transition écologique

FOCUS : ACCÉLÉRATION DES PROJETS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES (SOLAIRE, ÉOLIEN...)

L'année 2022 a opéré un tournant en matière de déploiement des projets de production d'énergies renouvelables (ENR) en Indre-et-Loire :

- Une forte dynamique des projets **photovoltaïques** avec 16 projets examinés en mission énergies renouvelables et 17 dossiers de permis de construire déposés en DDT pour instruction. L'Indre-et-Loire devrait ainsi doubler les objectifs inscrits dans le SRADET à horizon 2030 en matière d'énergie renouvelable issue du photovoltaïque, soit 1985 hectares concernés pour une puissance totale de 1 645 MWh ;
- Le déploiement de l'**éolien** reste toujours complexe. La présence de certaines espèces protégées sensibles au dérangement (la cigogne noire) nécessite une vigilance toute particulière. De ce fait, l'Indre-et-Loire ne compte à ce jour aucun parc ni aucun mât éolien installé ;
- Enfin, le déploiement des unités de **méthanisation** a connu un coup d'arrêt ces dernières années.

Les services de l'État en Indre-et-Loire ont également mis en place un accompagnement des porteurs de projet ENR, tandis que les réunions périodiques de l'Assemblée sur le climat et la transition énergétique (« ACTE ») permettent de mobiliser les acteurs et de rendre plus acceptables les projets. En 2022, l'ACTE a discuté de la déclinaison des objectifs de production par filière et des procédures de raccordement au réseau électrique.



Visite de la Secrétaire d'État chargée de l'Écologie Bérangère COUILLARD à Ciments Calcia dans la commune de Villier-au-Bouin, afin de parler décarbonation des activités.

L'État qui accompagne la cohésion sociale, territoriale et économique

1. Soutenir le développement des territoires

Une des missions importantes de l'État déconcentré est de soutenir le développement des territoires, notamment ruraux, dans leurs investissements, leurs fonctionnements, leurs aménagements ou encore pour la viabilité de leurs tissus économiques.

LE SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

En Indre-et-Loire, en 2022 :

241 M €

Dotation globale de fonctionnement (DGF) perçue par les communes.

225 246 €

Dotation « Biodiversité et valorisation des aménités rurales », qui a bénéficié à 54 communes.

91 081 €

4^e fraction dite « parcs naturels régionaux », créée par la Loi de finance 2022, qui a profité à 46 communes.

D'autre part, l'article 14 de la Loi de finance rectificative pour 2022 a prévu un mécanisme de soutien exceptionnel pour faire face à la crise inflationniste, le « **filet de sécurité** ».

L'État verse une compensation égale à la somme de :

- 70 % de la hausse des dépenses constatées en 2022 au titre des achats d'énergie et de produits alimentaires ;
- 50 % de la hausse des dépenses constatées en 2022 du fait de la revalorisation du point d'indice.

En Indre-et-Loire, **30 collectivités** ont déposé une demande d'acompte pour un montant total de plus de **1 M €**.

Dotations globalisées versées par l'Etat aux collectivités d'Indre-et-Loire entre 2020 et 2022				
	Montants 2020	Montants 2021	Montants 2022	Évolution 2020-2022
Total dotations versées	350 M €	358 M €	552 M €	+ 58,00 %

L'État qui accompagne la cohésion sociale, territoriale et économique

1. Soutenir le développement des territoires

LE SOUTIEN AUX INVESTISSEMENTS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

15,2 M €

Soutien de l'État aux investissements des collectivités territoriales, toutes enveloppes confondues (DETR, DSIL et DSIL contractualisée CPER).

En 2022 plus de 340 dossiers ont été reçus.

85 projets inscrits aux Contrats de relance et de transition écologique (CRTE) des EPCI ont été soutenus à hauteur de plus de 11,5 M € et plus de 110 projets non inscrits aux CRTE ont été soutenus à hauteur de 3,6 M €.

Cette mobilisation de crédits a permis de financer plus de 50 M € d'investissement et a conduit à un effet levier de 31 % .

Parmi les projets soutenus :

- La réhabilitation de la piscine communautaire de la Communauté de communes Bléré-Val de Cher (444 000 €) ;
- La reconstruction de l'école maternelle Jean de la Fontaine à Tours (974 506 €) ;
- La création d'un centre de santé à Saint-Pierre-Des-Corps (82 500 €).

LE SOUTIEN DE LA DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES (DRAC) AU PATRIMOINE ET À LA CRÉATION ARTISTIQUE

Le soutien de la DRAC en Indre-et-Loire a représenté en 2022 plus de 11 M € qui se répartissent entre les différents programmes (création, patrimoine, livre et industries culturelles, transmission et plan de relance).

Parmi les soutiens à l'investissement sont à souligner :

- La cathédrale de Tours pour plus de 1,1 M € ;
- Le projet de construction du Centre Chorégraphique National de Tours pour 2023.



Travaux d'entretien de la façade de la cathédrale de Tours.

Enfin, dans le cadre de la troisième convention liant la commune de Richelieu et l'Etat, signée en 2022, la DRAC s'engage à soutenir les projets à hauteur de 50% et la redynamisation du Musée et de l'Espace Richelieu.

L'État qui accompagne la cohésion sociale, territoriale et économique

1. Soutenir le développement des territoires

FOCUS : DISPOSITIFS EXCEPTIONNELS DE L'ÉTAT FACE À LA MONTÉE DES COÛTS DE L'ÉNERGIE (POUR LES COLLECTIVITÉS ET LES ENTREPRISES)

Dans le cadre du traitement des difficultés des entreprises face à la hausse des coûts de l'énergie, la **Commission de résilience et de sortie de crise**, qui réunit les acteurs économiques du territoire autour du préfet et du directeur départemental des finances publiques, a diffusé les mesures de soutien dont :

- Le bouclier tarifaire applicable aux PME ayant un compteur inférieur à 36Kva ;
- L'amortisseur pour les PME et le TPE disposant d'un compteur supérieur à 36Kva ;
- L'aide « gaz et énergie » sous forme de guichet sur le site impots.gouv.fr pour les entreprises éligibles à l'amortisseur.

Une conseillère départementale a également été désignée afin d'orienter les entreprises vers les dispositifs et la chambre de commerce et d'industrie de Touraine a mis en place un numéro vert (0 805 484 484).

Au titre du dispositif « **France Relance** », 260 M € ont été distribués entre 2021 et 2022 à 15 000 entreprises du département pour accompagner l'innovation, au travers d'opérations de modernisation et de relocalisation industrielle, dont en 2022 :

- 42 entreprises lauréates au titre des fonds industriels et de fonds État/Région d'accélération, qui ont reçu 20 M € ;
- 63 entreprises qui ont reçu 7,5 M € au titre du guichet « industrie du futur ».

Enfin, les services de l'État se sont organisés en comité de projet afin de simplifier, de sécuriser et d'accélérer les procédures d'implantation d'activités économiques.



Visite de l'entreprise EFA qui a bénéficié du plan France Relance.

L'État qui accompagne la cohésion sociale, territoriale et économique

1. Soutenir le développement des territoires

MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA RURAL

L'agenda rural, qui constitue la feuille de route du gouvernement en faveur de la ruralité, est porté par le Sous-préfet de Loches, référent ruralité.

Les mesures de l'agenda rural visent à revitaliser les espaces ruraux et centres-bourgs, améliorer la vie quotidienne des habitants et appuyer les élus locaux dans leurs actions. Un tableau de bord identifie 64 priorités parmi lesquelles :

- Le suivi des programmes Petites villes de demain, Action cœur de Ville et le financement de chefs de projets ;
- La création en 2022 de 3 centres de santé dans les quartiers de la politique de la ville (Saint-Pierre-des-Corps et Rives du Cher à Tours, puis Reugny) ;
- La mise en place d'une brigade numérique de la gendarmerie nationale ;

- Le recrutement de 14 volontaires territoriaux d'administration permettant aux jeunes diplômés d'effectuer des missions d'ingénierie au service du développement des territoires.



LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE

Depuis 2013, l'Indre-et-Loire s'est doté d'un Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne (PDLHI).

En 2022, le PDLHI a traité 94 plaintes ou signalements dont 13 de propriétaires occupants, 50 de propriétaires bailleurs et 31 de bailleurs publics. Six arrêtés préfectoraux d'insalubrité ou de danger sanitaire ponctuel (2 ARS et 4 SCHCS de la Ville de Tours) ont été pris en conséquence.



Avant et après rénovation d'un logement signalé comme insalubre.

L'État qui accompagne la cohésion sociale, territoriale et économique

1. Soutenir le développement des territoires

MISE EN ŒUVRE DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RÉNOVATION URBAINE (NPNRU)

Financé par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), le NPNRU a pour ambition de moderniser les bâtiments et les aménagements, afin que les quartiers puissent avoir de meilleures performances énergétiques, répondre aux nouvelles normes et offrir un meilleur cadre de vie.

L'ANRU a apporté au total 218 M € d'investissements dans le département. Ce montant a permis de financer différents projets sur quatre quartiers prioritaires d'Indre-et-Loire :



Réaménagement du quartier du Sanitas dans le cadre du NPNRU.

- Le projet du Sanitas à Tours a été enrichi de deux nouveaux équipements (une Cité éducative et un centre social) ;
- Le quartier Maryse Bastié à Tours a bénéficié d'une aide très significative de 5,5 M € pour la reconstruction du groupe scolaire Mermoz-Bastié ;
- La Rabaterie à Saint-Pierre-Des-Corps a reçu une aide accrue pour conduire l'opération de requalification du centre commercial ;
- La Rabière à Joué-les-Tours, bénéficiera en 2023 dans ce cadre d'une refonte du centre commercial auquel sera adjoint un centre de santé.

L'État qui accompagne la cohésion sociale, territoriale et économique

1. Soutenir le développement des territoires

FOCUS : FRANCE SERVICES

Un accès aux services publics facilité :

France Services constitue le nouveau modèle d'accès aux services publics. L'objectif est de permettre à chaque citoyen d'accéder aux services publics du quotidien dans un lieu unique : réaliser sa demande de carte grise, remplir sa déclaration de revenus sur internet ou encore effectuer sa demande d'APL ou de RSA.

Au moins deux agents polyvalents sont présents dans chaque espace **France Services**, accessibles à tous en moins de 30 minutes.

Chaque **France Services** constitue un point d'accès aux neuf partenaires nationaux - ministères de l'Intérieur et de la Justice, Direction générale des finances publiques, Pôle emploi, l'Assurance retraite, Caisse nationale d'assurance maladie, Caisse nationale des allocations familiales, Mutualité sociale agricole, La Poste - soit par des permanences régulières, soit par visioconférence.

- Au 1^{er} janvier 2023, l'Indre-et-Loire est couverte par **28 espaces France Services**, soit un de plus qu'en 2021, installés en priorité dans les territoires ruraux et dans les quartiers prioritaires, permettant de couvrir chaque canton du département ;
- D'autre part, **73 284 démarches ont été accompagnées**, un nombre en hausse de 46% sur un an ;
- Enfin, **84% des démarches** des usagers ont été **finalisées dès le 1er rendez-vous**, sans redirection vers un autre guichet.



Inauguration du 28^e espace France Services d'Indre-et-Loire à Amboise.

L'État qui accompagne la cohésion sociale, territoriale et économique

2. Accompagner les plus fragiles et développer les solidarités

L'État accompagne les plus vulnérables au travers de dispositifs d'insertion professionnelle ambitieux, de la lutte contre la pauvreté sous toutes ses formes comme du pilotage de la politique de la ville.

STRATÉGIE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Pour lutter contre la pauvreté, une stratégie de politique publique a été adoptée conjointement avec le Conseil départemental.

1,3 M €

De crédits d'État 2022 et de reliquats de 2021. L'État a également accompagné le Département dans la mise en œuvre des politiques sociales, par exemple liées au déploiement du RSA.

631 640 €

Engagés par l'État sur des actions d'accès aux droits, à l'aide alimentaire, à l'hébergement, de santé et d'accompagnement social.

L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'insertion par l'activité économique permet aux personnes éloignées de l'emploi, de bénéficier d'un contrat de travail et d'un accompagnement renforcé. **38 Structures** de l'Insertion par l'activité économique en Indre-et-Loire accueillent chaque année plus de **2 600 personnes**.

Le dispositif est co-financé par l'État à hauteur de près de **7,7 M €** et par le **Conseil Départemental pour un montant de 2,2 M €**.

Parmi les initiatives prises en 2022 peuvent d'être évoquées :

- L'Entraide Cantonale de Mont-Louis et l'Entraide et Solidarités ont professionnalisé leurs permanents aux techniques de médiation active vers les entreprises ;
- L'association Tours Emploi Service qui a investi dans le dispositif « Travail Alternatif Payé à la Journée » qui a pour objectif l'accompagnement d'un public jeune en difficulté.



Campagne d'information sur les dispositifs d'insertion professionnelle.

L'État qui accompagne la cohésion sociale, territoriale et économique

2. Accompagner les plus fragiles et développer les solidarités

PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES

Au vu de l'augmentation des demandes d'aides alimentaires et du nombre d'appel au 115, l'État a mobilisé davantage de moyens en Indre-et-Loire sur l'hébergement d'urgence avec plus de 800 places et avec la mise en œuvre du plan « logement d'abord ».

Les services de la DDETS et leurs partenaires sociaux ont créé des places d'hébergement et expérimenté de nouveaux dispositifs dont :



Hébergement d'urgence mis en place par l'État.

- « La Maison » : un dispositif d'hébergement et d'accompagnement adapté pour les « grands exclus » ;
- Le déploiement d' « un chez-soi d'abord », copiloté avec l'ARS, pour le logement et l'accompagnement des personnes sans-abri souffrant de troubles psychiques (52 places à terme) ;
- Plus récemment, l'ouverture d'une restauration sociale du soir pour les personnes sans-abri orientées par les maraudes.

La mobilisation budgétaire de l'État est forte. En 2022, 349 logements sociaux ont été attribués à des personnes sans abri, hébergées ou réfugiées auxquels s'ajoutent le financement de 219 places d'intermédiation locative et 178 places de pensions de famille (dont 37 nouvelles).

ACTIONS DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

3 missions

Contrôler, informer les employeurs et salariés et agir en médiateur des relations de travail.

1 644 interventions

Sur 1 024 établissements et 43 898 salariés.



L'État qui accompagne la cohésion sociale, territoriale et économique

2. Accompagner les plus fragiles et développer les solidarités

POLITIQUE DE LA VILLE

La politique de la ville vise à réduire les inégalités objectivées et structurelles constatées entre la moyenne des Français et les habitants des quartiers de la politique de la ville (QPV).

Le budget global de l'État en Indre-et-Loire pour la politique de la ville en 2022 était de 3,6 M € :

- 2,6 M € ont co-financé les actions du contrat de ville déployées par les associations des douze quartiers ;
- 956 070 € pour 51 postes d'adultes-relais visant à améliorer les relations entre habitants et services publics et des habitants dans les espaces publics et collectifs ;
- 64 476 € pour neuf postes FONJEP (Le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire) pour soutenir les projets qui nécessitent l'emploi d'un salarié qualifié au sein d'une association.

EXPÉRIMENTATION DU DISPOSITIF TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE (TZCLD)

Le dispositif TZCLD vise à proposer à toute personne privée durablement d'emploi un CDI en finançant des activités créatrices d'emploi utiles et non concurrentes. La commune de Bléré est la première à l'expérimenter en région Centre Val de Loire. Une Entreprise à but d'emploi dénommée «La boîte d'à côté» y a été créée et a recruté 21 personnes en 2022.

En 2023, l'entreprise poursuivra son développement et vise l'intégration à terme de 175 personnes.



Inauguration de l'entreprise "La boîte d'à côté" en présence de la présidente de l'Assemblée nationale et de la préfète.

L'État qui accompagne la cohésion sociale, territoriale et économique

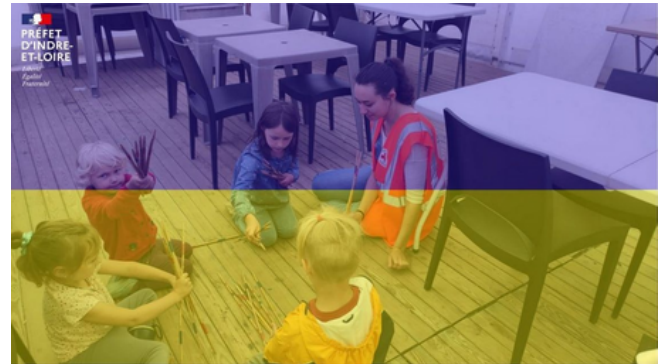
2. Accompagner les plus fragiles et développer les solidarités

FOCUS : L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS UKRAINIENS

Suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, plus de 100 000 personnes se sont réfugiées en France au cours de l'année 2022, dont environ un millier dans le département d'Indre et Loire. Une forte initiative citoyenne, couplée à des aides de l'État ont permis l'accueil de ces réfugiés.

Au total, **935 autorisations provisoires de séjour (APS)** ont été délivrées. Environ **380 Ukrainiens ont été accueillis dans un hébergement pris en charge par l'État**. En fin d'année, sur 735 personnes présentes avec certitude dans notre département, **213 étaient encore hébergées par l'État, et 316 avaient accédé à une forme de logement** (dont 240 soutenus par des crédits d'État). Au total un **budget de 3 M € a été assuré pour la mission hébergement/relogement**.

À la fin de l'année, plus de **200 enfants étaient inscrits à l'école** (majoritairement en primaire). 850 réfugiés ukrainiens (dont 326 enfants) et 68 réfugiés issus de pays tiers ont été accueillis en Indre et Loire depuis le début du conflit et se sont vus délivrés des APS de 6 mois renouvelables. L'ensemble des services de l'État et ses partenaires (conseil départemental, collectivités locales, associations, CAF, CPAM, pôle emploi, OFII...) se sont mobilisés pour faciliter leur intégration dans le département.



Infographie présentant les dispositifs d'accueil des réfugiés de la crise ukrainienne mis en place par les services de l'État en Indre-et-Loire.

ANNUAIRE DES SERVICES DE L'ÉTAT

Préfecture d'Indre-et-Loire

15 rue Bernard Palissy
37000 Tours
Tél : 02 47 64 37 37

Sous-préfecture de Chinon

1, rue Philippe de Commynes
37500 Chinon
Tél : 02 47 64 37 37

Sous-préfecture de Loches

12 avenue des Bas-Clos
37600 Loches
Tél : 02 47 64 37 37

Direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN)

267 rue Giraudeau - CS 74212
37042 Tours
Tél : 02 47 60 77 60

Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDJES)

Cité administrative du Cluzel
61 avenue de Grammont
BP61664
37016 Tours
Tél : 02 47 60 77 60

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS)

8 rue Alexander Fleming
BP 81656
37016 Tours Grand Tours
Tél : 02 47 31 57 01

Groupement de gendarmerie départementale

Caserne Raby
171 avenue de Grammont
37000 Tours
Tél : 02 47 31 37 37

Direction départementale de la protection des populations (DDPP)

Cité administrative du Cluzel
61 avenue de Grammont
BP 12023
37020 Tours
Tél : 02 47 31 11 11

Direction départementale des territoires (DDT)

Cité administrative du Cluzel
61 avenue de Grammont
BP71655
37016 Tours
Tél : 02 47 70 80 90

Direction départementale des finances publiques (DDFIP)

94 boulevard Béranger
37032 Tours
Tél : 02 47 21 73 00

Unité départementale de la direction régionale de l'aménagement et du logement (DREAL)

ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay
Tél. : 02 47 46 47 00

Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP)

36 rue de Clocheville
37000 Tours
Tél : 02 47 31 03 03

Délégation territoriale de l'agence régionale de santé (ARS)

Cité administrative Champ Girault
38 rue Edouard Vaillant
CS 94214
37042 Tours
Tél : 02 47 60 44 44

Direction départementale de la sécurité publique (DDSP)

Hôtel de police
70-72 rue Marceau
BP 3308
37033 Tours
Tél : 02 47 33 80 69

Service départemental d'incendie et de secours (SDIS)

ZA La Haute Limougère
route de Saint-Roch
37230 Fondettes
Tél : 02 47 49 68 68

Service départemental de l'office national des combattants et victimes de guerre (ONaCVG)

53 rue Lavoisier
CS 83313
37033 Tours
Tél : 02 47 05 46 75

En complément des services de l'État, des collectivités et des opérateurs, [28 France services](#) délivrent une offre administrative de proximité à

Avoine	Monnaie
Bléré	Montbazou
Bourgueil	Montlouis-sur-Loire
Chateau-Renault	Montrésor
Château-la-Vallière	Neuillé-Pont-Pierre
Cheillé	Panzoult
Joué-lès-Tours	Richelieu
La Riche	Sainte-Maure-de-Touraine
Langeais	Saint-Pierre-des-Corps
Ligueil	Tours
Loches	Vouvray

